

# Carte scolaire dans l'Orne : parents et syndicats ont manifesté à Alençon

Une soixantaine de personnes se sont regroupées, mardi 13 février 2024, à Alençon pour faire part de leur désaccord au sujet des réformes scolaires prévu à la rentrée 2024.



Une soixantaine de personnes se sont réunies, mardi 13 février, à Alençon pour manifester contre les mesures prévues pour la rentrée scolaire 2024.

L'année scolaire 2023-2024 n'est pas encore finie que la rentrée prochaine fait déjà parler d'elle.

Une soixantaine de personnes se sont réunies, en marge du conseil départemental de l'Éducation nationale, devant la préfecture de l'Orne, à Alençon, mardi 13 février 2024.

Le regroupement par niveau pointé du doigt

Parents et représentants d'organisations syndicales ont dénoncé les réformes scolaires attendues en septembre 2024, dont le regroupement par niveau en mathématiques et en français prévu dans les classes de 6e et 5e.

« Les nouvelles mesures ne vont pas aider les élèves et ne vont qu'augmenter le temps de travail des professeurs de maths et français », explique Jean-Rémy Haselvander, secrétaire départemen-

tal de la Fédération Force Ouvrière de l'enseignement.



Le regroupement par niveaux, appelé « choc des savoirs », ne veut pas être instauré par les enseignants.

« Alors que de l'autre côté, les matières scientifiques et artistiques vont en pâtir. L'enseignement de la technologie a déjà été supprimé en classe de 6e et ça va continuer dans ce sens. »

Pour Benoit, enseignant dans le second degré, « ces nouvelles mesures continuent de casser les services publics ».

À l'échelle départementale, les syndicats dénoncent des moyens inappropriés au regard du nombre d'élèves scolarisés :

*Pour la rentrée 2023, le Département avait misé sur une baisse de 39 collégiens par rapport à celle de 2022. Or, il y a finalement eu une augmentation de 78 élèves. Le delta est énorme, mais les moyens n'ont pas été rehaussés. Jean-Rémy Haselvander, secrétaire départemental de la Fédération Force Ouvrière de l'enseignement*

Et les raisons évoquées pour justifier la baisse de moyens ne satisfont pas le corps enseignant : « La baisse de la démographie devrait être une occasion pour alléger les effectifs par classe et

offrir des cadres plus agréables pour tout le monde », estime le secrétaire.

[Pour qu'Alençon n'ait plus un train de retard en offre ferroviaire, les élus adoptent un vœu](#)

Plus d'Ulis au collège Jean-Racine

Des fermetures qui concernent également les Unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis), notamment au collège Jean-Racine :

*Aujourd'hui, je ne sais pas où sera ma fille l'année prochaine. Et cela fragilise tout ce qu'on a mis en place depuis cinq ans pour l'aider. Mathias Hallier, parent d'élève.*

Les syndicats soulignent aussi le besoin de psychologues de l'Éducation nationale puisque « six postes seraient vacants sur les 14 de l'Orne ».



Les Ulis sont également concernées par de nouvelles réformes

De plus, les professeurs manquent également à l'appel : « Mais c'est normal. Qui, aujourd'hui, veut devenir professeur lorsqu'on voit les salaires et les conditions d'enseignement ? », conclut Jean-Rémy Haselvander.

En raison de tous ces paramètres, les syndicats appellent donc à une « défense de l'école publique ».